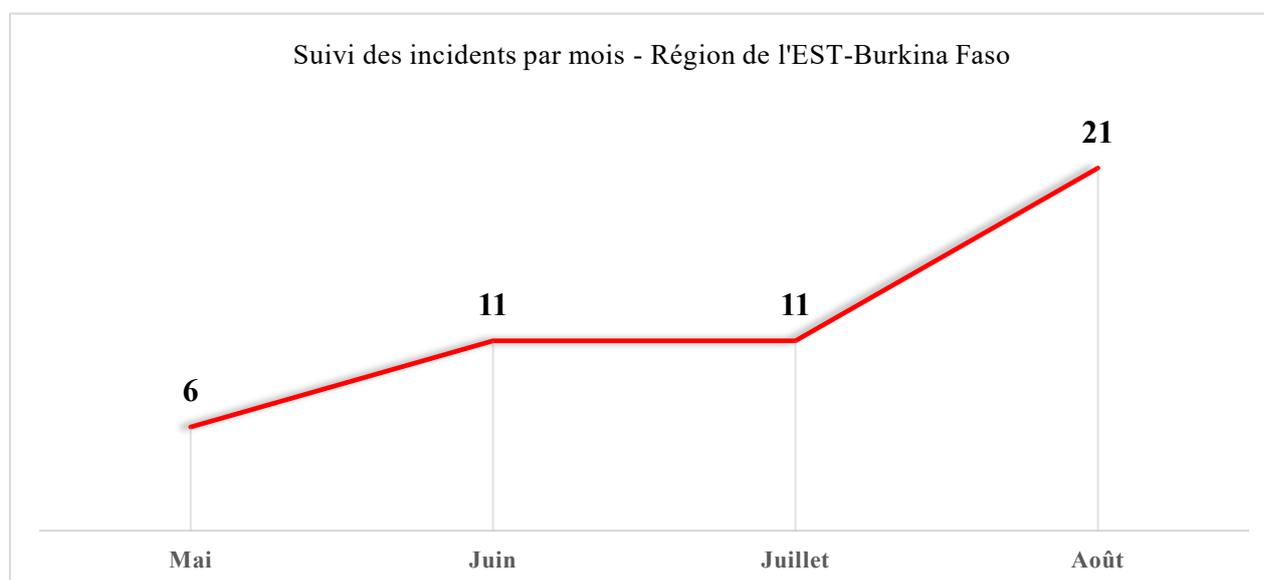


**RAPPORT MENSUEL DE PROTECTION AOUT 2020
REGION DU L'EST**

Contexte et points saillants

Typologies des incidents ¹	Mai	Juin	Juillet	Aout	Total
Atteintes au droit à la propriété	01	02	0	02	05
Atteintes à l'intégrité physique et/ou psychique	0	0	0	0	0
Atteintes à la liberté et à la sécurité de la personne	01	03	04	03	11
Atteintes au droit à la vie	03	05	07	05	20
Mouvements de population forcés	01	01	00	00	02
Violences Basées sur le genre	00	00	00	11	11



La région de l'Est a connu un contexte sécuritaire et de protection alarmant au cours du mois d'Aout 2020. C'est le mois qui a connu le plus grand nombre d'incident depuis le début du monitoring de protection dans cette région en mai 2020. Il a été marqué par une série d'enlèvement de civils (leaders communautaires), des assassinats, des destructions de biens publics et des déplacements forcés de populations.

Cette dégradation de la situation sécuritaire a entraîné des violations de droits de l'homme telles que l'atteinte au droit à la liberté et sécurité de la personne, l'atteinte au droit à la propriété, l'atteinte au droit à la vie et au déplacement forcé des populations.

Les provinces du Gourma et de la Tapoa sont les plus touchées, précisément dans les communes de Fada, Matiacoali, Kantchari, Botou, Tansarga et Logobou.

L'incident le plus violent du mois a été l'attaque du marché de bétail à Namoungou le 07 aout 2020 à 30 km à l'est de la ville de Fada. Cet incident coûté la vie à 21 personnes (toutes des civils) et a causé la blessure de 40 personnes.

¹ Les activités de monitoring de protection ont commencé dans la région de l'Est à partir du mois de mai 2020.

« Attaque dirigée contre des écoles ou des hôpitaux constitue une des 6 violations graves en période de crise » selon la Résolution 1612 du Conseil de Sécurité. Au cours du mois d'août 2020, le monitoring de protection a enregistré la destruction de 17 infrastructures scolaires par des hommes armés non identifiés dans la province de la Tapoa, dont treize (13) dans la commune de Tansarga, deux (02) dans la commune de Botou et deux (02) dans la commune de Kantchari.

Les groupes d'auto-défense tels que les Kolweegos et les volontaires de la défense pour la patrie, font des patrouilles dans les communes rurales notamment celles de Diapangou, Tibga, Diabo, Yamba dans la province du Gourma et Botou, Kantchari, Logobou, Tansarga, Partiaga, Kantchari dans la province de la Tapoa où on constate une faible présence des forces de défense et de sécurité.

SITUATION DE PROTECTION

ZONES COUVERTES DANS LA PÉRIODE SOUS RAPPORT :

Au cours du mois d'août 2020, le monitoring de protection a concerné la province du Gourma qui comprend six communes telles que : **Fada, Diabo, Yamba, Diapangou, Matiacoali, Tibga**. Les focus groups réalisés avec les communautés au cours du mois sont au nombre de 45. Le monitoring de protection à distance a été réalisé dans la province de la Tapoa à cause de l'insécurité.

Les localités à risque d'incident élevé sont Namoungou, Natiaboani, Nagré, Tanwalbougou dans le Gourma, Kantchari, Botou, Tansarga, Logobou dans la Tapoa. À l'analyse des données issues des focus groups dans le Gourma montre un besoin crucial en vivres pour les personnes déplacées internes dans les communes de Diapangou, Tibga, Diabo et Yamba. Notons qu'aucune organisation humanitaire ne fait de distribution de vivres dans ces localités. Contrairement aux communes de Fada, Matiacoali, Kantchari où INTEROSOS en partenariat avec le PAM assiste les PDI en vivres.

Les besoins en soins santé, en matériels de couchage, en kits d'hygiène sont aussi considérables dans les différentes zones d'accueil des personnes déplacées internes.

Dans le cadre des **Consultations du Panel de Haut Niveau du Secrétariat Général des Nations Unies sur le Déplacement Interne**, l'équipe de monitoring de protection de INTEROSOS a réalisé 13 focus groups. Les grandes conclusions issues de ces focus groups sont consignées dans l'encadré ci-dessous :

- **La prévention des déplacements internes et de l'insécurité** : la sécurisation des localités où les focus groups ont été menés est assurée par les forces de défense et de sécurité. L'organisation des populations en groupes d'auto-défense a été mentionnée lors des discussions notamment à Fada (secteur 1, Secteur 2, secteur 3), Diapangou, Tobaani et Tchiombaoro.
- **La participation et responsabilités des personnes déplacées internes et de la population hôte aux structures de l'Etat et des organisations humanitaires** : la population hôte participe plus aux organisations telles que les associations des femmes, aux comités de plaintes, elle est plus entendue que la population déplacée ; les jeunes déplacés n'arrivent pas à s'affirmer à cause de leur statut de déplacés.
- **La protection des personnes déplacées et de la population hôte** : la population hôte se sent beaucoup plus en sécurité que les personnes déplacées. Ces dernières ont des difficultés d'accès aux services sociaux de base (vivres, d'abris, de soins santé).
- **Besoins et capacités spécifiques des personnes déplacées et de la population hôte** : la sécurisation des zones de départ, le retour dans les localités habituelles, la liberté de reprendre leurs activités économiques habituelle, le retour des enfants à l'école pour préparer leur avenir, la restauration de la force de l'ordre et la dignité de l'être humain sont entre autres les préoccupations et les besoins évoqués par les participants aux focus groups.
- **La coordination des structures humanitaires** : les organisations collaborent entre elles et avec les services de l'Etat. Cependant ce niveau de collaboration doit être renforcé avec plus d'implication des agents de l'action sociale dans les différentes étapes de mise en œuvre du projet. Les services offerts se complètent.
- **Les Liens humanitaires-développement et consolidation de paix** : le renforcement des communautés en résilience, l'initiation des cadres d'échanges entre PDI et population hôte, la mise en place des organismes œuvrant dans le volet

CARACTERISTIQUES DES MOUVEMENTS DE POPULATION

Selon les données du Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation, datant du 08 aout 2020, la région de l'Est compte 66.325 personnes déplacées internes enregistrées dont 11.870 hommes, 16.415 femmes et 38.040 enfants. Cependant, ces reflètent la situation des PDIs enregistrées. Lors du monitoring de protection, la Direction régionale de l'Action sociale de l'Est estime le nombre de PDIs de la région a 130.213.

Les motifs des mouvements changent d'un point à un autre mais dans la majeure partie des cas, ils sont effectués soit à titre préventif ou soit suite à une attaque. Les raisons les plus citées par les PDIs sont entre autres : les affrontements, l'insécurité généralisée, les violations des droits de l'homme, le manque de liberté de mouvement, les habitats détruits, les greniers incendiés, les raisons économiques (dont les difficultés économiques pour accéder aux services sociaux de base, la perte des activités économiques) ainsi que la présence de groupes armés, le manque de terre cultivable.

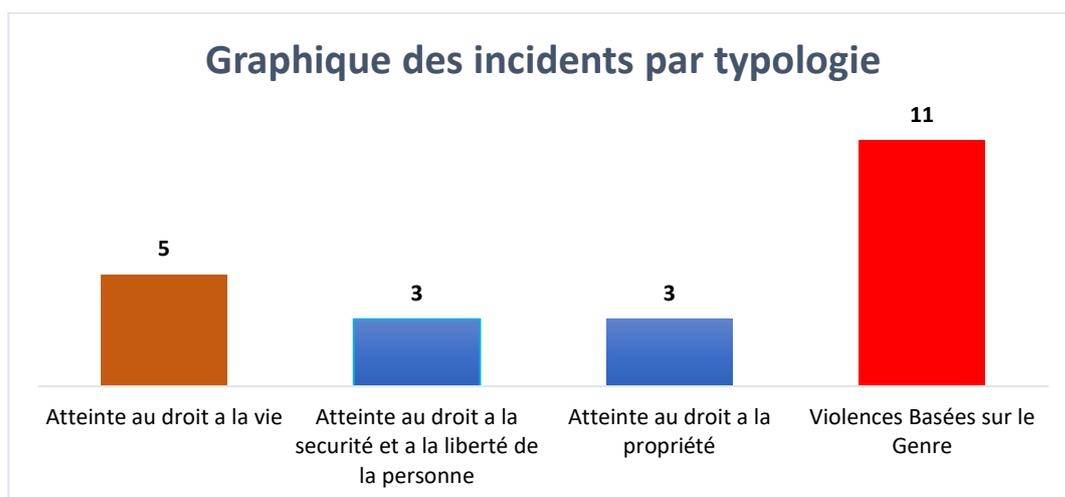
Au cours de ce mois, la région a connu un déplacement des ménages des localités de Namoungou, Boudangou, Natiaboani et Nagré pour la ville de Fada. Ainsi, un déplacement de **10** ménages des villages de Boudangou- Namoungou s'est observé à la date du 07 au 08/08/2020 suite l'attaque du marché à bétail de Namoungou. Les membres de ces ménages sont estimés à 223 personnes avec **40** enfants, **95** femmes et **88** hommes.

Aussi, Les **36** PDIs dont **13 enfants 9 hommes et 14 femmes** de Natiaboani arrivés à fada au cours du mois de Février 2020 sont retournés dans leur localités d'origine pour s'occuper de leur champ malgré les menaces à leur rencontre par des HANI. Elles sont retournées individuellement à Fada dans les secteurs 01, 02, 03 et 11 à la date du 10 au 15/08/2020.

Il faut noter que certains PDIs n'ont pas un lieu fixe de résidence, ce qui ne facilite pas leur identification. Pour les communes de Fada et Matiacoali qui hébergent le plus grand nombre des PDIs, une mise à jour du nombre des PDIs est nécessaire avec le mouvement quotidien des populations. Car les PDIs sont mobiles entre les sites d'accueil.

SECURITE PHYSIQUE ET PERSONNELLE

Incidents de protection/violation de droits humains dans les zones sous couverture



Au cours du mois d'Aout 2020, **21** incidents de protection ont été enregistrés dans la région de l'Est dont 05 portant atteinte au droit à la vie, 03 à l'atteinte à la liberté individuelle, 03 à la destruction d'infrastructures scolaires (constituant un des 6 violations graves condamnées par la résolution 1612 du

conseil de sécurité des Nations Unies) et **11** violences basées sur le genre dont les cas sont ouverts sont ouverts et encours de prise en charge.

[1-Atteinte au droit à la vie](#) : C'est la typologie d'incident qui a enregistré le plus grand nombre d'incident et qui a fait le plus grand nombre de victime au cours du mois d'août 2020, soit 5 incidents et 30 victimes, toutes des civiles. Parmi ces 05 incidents, on note une attaque meurtrière du marché à bétail de Namounou dans la commune de Fada par des hommes armés non identifiés, faisant 21 victimes. Les 6 autres incidents sont des assassinats de personnes ou de groupe de personne dont 1 dans le village de Ougarou avec 04 victimes, 1 à Nassougou avec 01 victime, 1 à Nagré avec 03 victimes tous des hommes, 1 à Mahadaga avec une (01) victime.

[2-Atteinte au droit à la liberté et à la sécurité de la personne](#) : Au nombre de 03, les incidents enregistrés de cette typologie ont concerné principalement des enlèvements de personnes ou de groupe de personne dont certaines ont été, par la suite, libérées et d'autres non. Les auteurs sont des personnes armées non identifiées. Les raisons des enlèvements ne sont pas officiellement annoncées mais selon des sources locales, il s'agit de personnes soupçonnées d'espionnage pour les forces de sécurités ou pour les groupes armés dans leur localité. Le premier enlèvement a été celui d'un groupe de cinq personnes dans un véhicule 4X4 sur l'axe Kantchari-Matiacoali, qui ont été libéré par la suite. Le second enlèvement a été celui d'un chef de ménage et leader communautaire à Nassougou et le troisième enlèvement a été celui de deux hommes dans le village de Ougarou. Cette typologie de violation de droit de l'homme a touché 8 personnes au cours de ce mois d'Aout 2020.

[3-Destruction d'infrastructures scolaires](#) : il s'agit ici d'une des 6 violations graves en période crise condamnées par le conseil de sécurité (résolution 1612). Au cours du mois d'août 2020, le monitoring de protection a enregistré une série de destruction d'infrastructures scolaires par des hommes armés non identifiés dans la province de la Tapoa. Ainsi, 13 écoles primaires et 1 collège d'enseignement général ont été incendiés dans la commune de Tansarga. Particulièrement dans les villages de Malpoa, Kotchari, Kobana, Kaabigou, Bodiaga, Nimboanma, Koyana. La deuxième destruction d'infrastructure a porté sur l'incendie d'une école primaire à Kantchari à Sambalgou, d'un collège à Pori et la circonscription d'enseignement de base de la commune de Botou centre. Ces destructions constituent de grave atteinte au droit à l'éducation pour les enfants de ces localités.

[4- Déplacements forcés de personnes](#) : Dans la région de l'Est, les déplacements forcés sont de plus en plus fréquents mais le mode de déplacement massif est le plus observé, il survient après un incident ou de menace. Au cours de ce mois, la ville de Fada « Antenne sans fil » a accueilli **259** personnes déplacées venant de Boudangou, Namoungou, Natiaboani et de Nagré.

[5-VBG](#) : Aucun incident de violence basée sur le genre n'a été enregistré au cours de ce mois d'août 2020. Cependant, il faut noter que les nombres de cas signalés ne reflètent pas le nombre réel des cas de VBG, certains victimes et survivants ne dénoncent toujours pas les violences subies. Il est donc important d'intensifier les sensibilisations sur le terrain pour susciter cet intérêt. Cependant 11 cas de VBG enregistrés au cours du mois de juillet ont continué à bénéficier d'une assistance psycho-sociale. 04 d'entre-elles ont reçus de kits de dignité et 08 ont reçu un cash de 33.750 FCFA chacune. Les différents gestionnaires de cas de VBG sont mobilisés pour une prise en charge holistique des besoins de ces survivantes.

[PROBLEMES SPECIFIQUES DE CERTAINS GROUPES A RISQUE](#)

Les groupes à risque dans les localités couvertes par le monitoring de protection sont les femmes et les enfants. Ils ont d'énormes difficultés d'accès aux services sociaux de base : vivres, matériels hygiéniques, abris, soins santé et éducation.

En plus de ces deux groupes spécifiques, nous pouvons mentionner les ménages qui se sont déplacés en pleine saison hivernale laissant derrière eux leurs champs et qui ne bénéficient pas d'aide alimentaire notamment les ménages déplacés dans de Diapangou, Tibga, Diabo et Yamba.

En fin, l'état dégradé de la voirie rend plus vulnérable les personnes déplacées de Gayeri où PLAN BURKINA qui intervenait n'arrive plus à accéder à cause de l'insécurité, afin de mettre en œuvre leur assistance en abris au profit des PDI.

PROTECTION DE L'ENFANCE

La région de l'Est selon le rapport du CONASUR du 08 aout 2020, la région de l'Est enregistre **38.040** enfants déplacés. Ils sont repartis dans chacune des cinq provinces de la région dont la Tapoa, le Gourma, la Gnagna, la Komondjari et la Komienga.

Les enfants constituent la catégorie plus fragile et la plus touchée au sein des PDI. Le monitoring de protection a constaté qu'ils sont exposés à des pratiques comme la mendicité, l'exploitation, le sexe de survie pour les filles, la déscolarisation, le manque de cadre de distraction, le risque des mines et des engins explosifs improvisés.

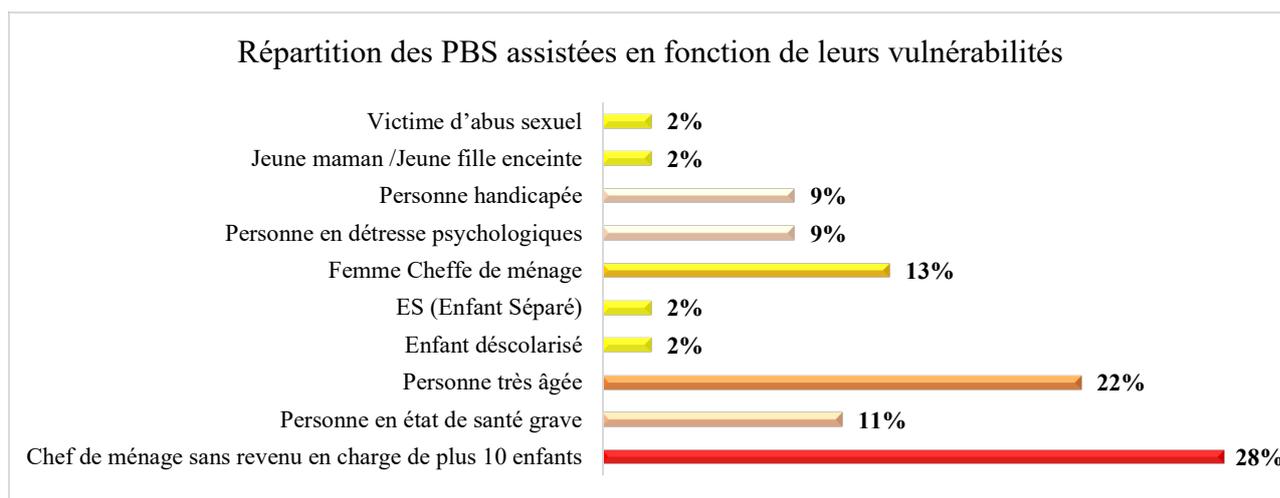
SGBV

Les violences basées sur le genre sont fréquentes dans la région de l'Est et un peu partout dans les différentes provinces. Mais le contexte culturel ne permet pas aux victimes de se signaler/plaindre ou aux témoins d'en parler. La peur et la stigmatisation sociale constituent de véritables freins aux efforts d'identification des cas de VBG.

Les types de violences les plus fréquents peuvent être les violences sexuelles, les violences psychologiques et des pratiques traditionnelles néfastes. On constate un début de compréhension des droits humains et de l'impact négatif des VBG sur les femmes lors des séances d'animation. Au cours de ce mois de 19 séances d'animation sur la prévention des violences basées sur le genre ont été réalisées. 591 personnes ont été touchées dont 432 Femmes et 159 Hommes. Ces séances d'animations ont eu lieu à Fada, à Diapangou, à Yamba, à Tibga et à Matiacoali. Ces sensibilisations ont permis aux communautés de mieux comprendre les risques de VBG et leurs conséquences sur la fille, les femmes et la société en général. Elles contribuent beaucoup à donner confiance aux survivante pour dénoncer les violences qu'elle ont subi et se rapprocher des services de prise en charge. Ainsi, 11 cas de VBG ont été identifiés durant ce mois.

PERSONNES AYANT DES BESOINS SPECIFIQUES

80 personnes ayant des besoins spécifiques ont été appuyées en cash (30.000/personne) au cours du mois d'aout 2020. La majorité de ces PBS sont des femmes PDI cheffes de ménage avec plusieurs enfants et sans revenus dont les maris ont été assassinés par des HANI ou des femmes qui ont fui à cause des exactions terroristes pour se réfugier dans les localités plus stables sur le plan sécuritaire. Il y a également des personnes âgées, des malades chroniques et aussi les enfants orphelins, ou vivant avec un handicap.



LOGEMENTS, TERRES ET BIENS (LTB), ETAT DE DROIT

SITUATION DE LTB DANS LA ZONE DE DEPLACEMENT ET DE RETOUR

La question du logement et de l'accès à des terres devient un problème crucial pour les personnes déplacées internes en cette période hivernale dans une région où la population est à 85% agriculteurs. A défaut d'être logées dans une famille d'accueil, les PDI prennent un loyer ou ils peinent à payer à la fin du mois. Ceux qui logent dans les maisons d'accueil sont confrontés au manque de matériel de couchage tels que les nattes, les moustiquaires, les couvertures.

Plan Burkina avec l'appui du HCR, met en œuvre un projet de construction de 500 abris repartis dans les communes de Matiacoali, Fada, Gayeri. Un effort reste à fournir vu le nombre croissant des personnes déplacés dans toutes les provinces de la région.

Ensuite vient la question de logement « *avant la saison des pluies, on dormait à l'air libre dans les maisons d'accueil et même sans natte, maintenant qu'il pleut ce n'est plus possible* ² » dicit une PDI dans la commune de Yampa dans le village de Nayoeli, Province de Gourma.

ETAT DE DROIT

Les contrôles de sécurité par les forces de l'ordre se font à l'entrée de certaines communes et certains des chefs-lieux de provinces dans la région de l'Est. Cependant, les services de l'administration territoriale comme la mairie de Botou, Logobou dans la province de la Tapoa se sont repliées à Diapaga pour pouvoir offrir un service minimum à la population de ces localités.

PROTECTION BASEE SUR LA COMMUNAUTE/ RENFORCEMENT DE CAPACITES COMMUNAUTAIRES

FORMATION DES PONTS FOCALUX ET COMITES DE PROTECTION

Un point focal communautaire de monitoring de protection a été mis en place dans la province de la Tapoa du 29 au 30 juillet 2020. Une formation a été animée le 30/07/20 sur la protection communautaire à 17 leaders communautaires dont neuf (09) personnes déplacées internes et huit personnes de la population hôte. Ces derniers sont repartis ayant à l'idée la responsabilité de chacun dans la protection communautaire et aussi en cette situation de crise.

² Propos d'un participant a focus groupe a Yamba

La communauté est en train de jouer un rôle important dans la réalisation des activités de protection comme l'identification des personnes à besoins spécifiques, le référencement et le suivi des cas, la surveillance et le partage des informations sur les cas d'incidents.

COMITES DE PROTECTION

Un comité de protection communautaire a été mis en place dans la province de la Tapoa à la date du 29 au 30 juillet 2020. Une formation a été donnée ce jour sur le rôle et responsabilité du Point focal et du comité afin de mieux assurer leur responsabilité au sein de la communauté en termes de protection.

SENSIBILISATIONS DES SENSIBILISATEURS SUR LE COVID-19

1 228 personnes ont été touchées par les sensibilisations sur la COVID-19. Ces personnes peuvent désormais relayer l'information sur les mesures barrières du COVID 19 à d'autres membres de leurs communautés.

Les symptômes de la maladie, les mesures à tenir en cas de suspicions, les mesures barrières comme la distanciation, le port de masque, le lavage des mains, l'utilisation du gèle hydroalcoolique sont les thèmes abordés lors des sensibilisations. Mais une assistance en matériels tels que les bavettes, les lave-mains pour les services sociaux, du savon pour le lavage des mains reste encore nécessaire.

LEADERS COMMUNAUTAIRES/AUTORITES LOCALES/SOCIETE CIVILE

Les Leaders communautaires jouent leur rôle dans le cadre de activités de protection avec un profil bas compte tenu des enlèvements qu'on enregistre depuis 4 mois. Ils facilitent la mobilisation communautaire.

SYSTEME DE PARTAGE D'INFORMATION ET DE COORDINATION

COORDINATION ET PARTAGE D'INFORMATION ET COORDINATION

Au niveau régional, INTERSOS participe activement aux cadres de concertation des acteurs de protection existants. Il a pris part par exemple le 23 août 2020, à la dernière réunion du cluster protection regional qui a vu l'élaboration d'un programme de renforcement des capacités des acteurs humanitaires et aussi à la rencontre du lancement des activités du sous domaine de responsabilité des VBG régional ~~CLUSTER VBG~~ à la date du 31/08/2020.

INTEROS organisera et facilitera la prochaine rencontre du cluster de protection de la région de l'Est prévue le 09 septembre 2020.

Dans le cadre du processus des Consultations au nom du Panel de Haut Niveau du Secrétariat General des Nations Unies sur le déplacement interne, INTERSOS a réalisé 13 focus groups à Fada et à Diapangou.

Deux (02) cas de VBG ont été référés aux équipes de VBG de INTERSOS par la direction provinciale de l'action humanitaire de la province du Gourma dans le cadre de la coordination.

RECOMMANDATIONS ET ACTIONS DE SUIVI REQUISES

RECOMMANDATIONS GENERALES (dans quel domaine, pour quelle localité et a quelle entité)

Recommandations	Actions	Localité des bénéficiaires.
------------------------	----------------	------------------------------------

Plaidoyer auprès de PAM pour la couverture des communes de Diapangou-Tibga-Diabo	Inclure 9 000 PDI dans la liste de distributions des vivres	Communes de Diapangou-Tibga-Diabo.
Plaidoyer auprès de l'ONG PLAN pour la réalisation d'abris au profit des personnes déplacées internes	Réaliser 2 000 abris	Fada-Matiacoali-Diapaga-Diapangou-Tibga-Diabo
Plaidoyer auprès de l'état pour l'accès au droit à l'éducation	Réaliser des infrastructures éducatives pour les 4920 élèves dont les locaux sont incendiés	Tansarga-Logobou-Kantchari-Botou.

ACTIONS REQUISES DU HCR

Domaines	Actions	Observations
Kits COVID-19 Lave-mains-bavettes	Mise à la disposition du matériel afin de prévenir l'expansion de la pandémie Covid 19.	15 000 bavettes pour les six communes du Gourma (pour les PDI) 60 lave-mains pour les services sociaux de base du Gourma 1 875 cartons de savon Sitec pour le lavage des mains (population hôte et PDI)
Soutiens cash	Rendre ponctuel le soutien cash pour certaines personnes hautement vulnérables	Autoriser la réception de au moins 3 fois le cash du soutiens PBS
Matériels de couchage	Mise à disposition des personnes déplacées du matériels de couchage	1 000 couvertures 1 050 nattes

PROTECTION TRANSVERSALE

SECTEURS	LOCALITES	PROBLEMES	RECOMMANDATIONS
SECURITE, MINES, ALPC, REG	Tapoa Matiacoali Kompienga	Insécurité	1. Faire un plaidoyer pour le déminage des localités concernées 2. Intensifier les patrouilles dans les localités de Matiacoali, Nassougou, Tanwalboubou, Kompiengbiga.
EDUCATION	Logobou Tansarga Partiaga Tambaga Botou Kantchari	Déscolarisation Infrastructures incendiées	1. Plaidoyer au niveau des Directions régionales et provinciales en charge de l'éducation pour un accès à l'éducation pour la prochaine rentrée 2. Parrainages scolaires des élèves déplacés

SANTE/NUTRITION	Yamba Diapangou Tibga Diabo Diapaga	<p>-Risques de maladies liées à l'insuffisance d'hygiène</p> <p>-Risques de malnutrition sévère chez les enfants de moins de 3ans</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Sensibilisation des communautés sur les maladies liées au manque d'hygiène ; 2. Dotation des familles en kits d'hygiène et sanitaires ; 3. Renforcement des capacités des Agents de Santé à Base Communautaires (ASBC) et des Organisations à Base Communautaire intervenant dans le domaine de la santé ; 4. Dépistages des enfants de 0 à 3 ans sur la malnutrition et distribution de ration alimentaire dans les zones d'accueil
ACCES A L'EAU POTABLE ET INFRASTRUCTURE D'ASSAINISSEMENT	Fada Tchomboaro Balga Bolontou Hamtiouri Lantaogo Koulpissa Yamba Nayouli Maticoali Ougarou	<p>La région connaît une insuffisance des ressources en eau potable. Il faut ajouter à cela le besoin accrue dû à l'arrivé des PDI et aussi le coût de l'eau. De ce fait, l'accès à l'eau est très limité dans les zones d'accueil, idem pour les toilettes. L'ONEA ne semble pas pouvoir satisfaire à la demande en eau.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Augmenter les sources d'approvisionnement en eau (forages modernes, puits à grands diamètres) 2. Impliquer les populations dans la réalisation d'infrastructures Wash (latrines, lave-mains etc.)
ABRIS ET VIVRES	<ul style="list-style-type: none"> • Fada • Diapangou • Tibga • Yamba • Botou Kantchari • Diapaga • Komienga 	<p>Malgré les efforts consentis par le HCR, Plan et OIM l'accès aux abris demeurent l'un des besoins exprimés par les PDI.</p> <p>Du côté des vivres, le PAM CICR sont venu renforcer les distributions faites par l'Action Sociale, mais elles sont encore nombreuses ces PDI qui n'arrivent pas à se garantir 2 repas par jour.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Octroyer des appuis financiers pour la location et/ou des matériaux de construction ; 2. Renforcer la sécurité en vue de l'acheminement de vivres et non vivres dans les zones à risques comme Nagré et Natiaboani par les humanitaires et les commerçants ;

COEXISTENCE PACIFIQUE	<ul style="list-style-type: none"> • Maticoali • Tanwalbougou • Natiaboani • Bagré 	<p>Les préjugés et la stigmatisation sont des tristes réalités constatées dans ces localités qui sont tous de la province du Gourma.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Réalisation de dialogues intercommunautaires sur la cohésion sociale entre les PDI et les populations hôtes 2. Identifier et redynamiser au sein des communautés hôtes et PDI les mécanismes communautaires de promotion du vivre ensemble et de la cohésion sociale 3. Mettre à contribution les radios communautaires pour des sensibilisations de masse
VBG ET PROTECTION DE L'ENFANCE	<ul style="list-style-type: none"> • Tanwalbougou • Maticoali • Nayouli • Koulpissa • Fada Zone non lotie secteur 01-2-8-11. 	<p>La période elle-même semble être un facteur à risques de VBG. Les conditions d'hébergement des PDI en est un autre. Avec les expositions diverses des enfants, il y a lieu de craindre des traites et des pires formes de travail de ceux-ci.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Réalisation de sensibilisations sur les VBG (Actions préventives des violences sexuelles) ; 2. Renforcer le système d'orientation et de référencement des cas de VBG entre les acteurs de la région, particulièrement sur les sites d'accueil ; 3. Former les acteurs sur la thématique VBG pour une meilleure intervention adaptée au contexte ; 4. Renforcer les capacités locales pour le signalement des cas de VBG et de violences faites aux enfants

TABLEAU DE LA LISTE D'INCIDENTS

N	Localités	Description de l'incident	Personnes affectées par l'incident	Actions entreprises et/ou préconisées
1.	Tapoa/Tansarga	Destruction des biens publics : Des HANI a incendié douze (12) écoles primaires et un (01) collège d'enseignement général (CEG) dans la Tapoa /Tansarga à la date du 27 au 28 Aout 2020.	Cet incident a causé la destruction de 13 infrastructures. Aucune perte en vie humaine Mais toute la population est dans la peur	Besoin de sécurisation des lieux de regroupements des personnes.

2.	Gourma/Matiacoali	Assassinat : Des HANI ont assassiné quatre (04) hommes dans le village de Ougarou le 1 ^{er} /08/2020	Cet incident a causé la mort de 04 civils semant de la panique au sein de la communauté	Besoin de sécurisation de la localité
3.	Gourma/Matiacoali.	Enlèvement : Des HANI ont enlevé deux hommes dans le village de Ougarou à la date du 02/08/2020	Deux (02) personnes enlevées dont (01) instituteur et un paysan mais tous relâchés par la suite.	Besoin de sécurisation de la localité
4.	Tapoa/Botou	Destruction des biens publics : Des HANI ont incendié la CEB et (02) écoles primaires à Botou le 03/08/2020	Trois (03) infrastructures publiques ont été incendiés.	Besoin de sécurisation de la localité
5.	Gourma/Matiacoali	Assassinat : des HANI ont assassiné un (01) un homme à Nassougou pendant ses travaux de champ le 04/08/2020	Une personne a perdu la vie suite à cet incident.	Plaidoyer après des autorités pour la sécurisation des localités
6.	Gourma/Matiacoali	Enlèvement : Des HANI ont enlevé (01) un homme chef de ménage à Nassougou pendant leur patrouille le 04/08/2020	Une (01) personne enlevée mais laissant sa famille et la communauté dans la débandade..	Plaidoyer après des autorités pour la sécurisation des localités
7.	Gourma/Fada	Assassinat : Des HANI ont fait irruption dans le Village de Nagré et ont tué trois (03) personnes le 05/08/2020	Trois (03) hommes, tous des civils furent tués lors de cet incident.	Plaidoyer après des autorités pour la sécurisation des localités
8.	Gorma/Fada	Assassinat : Une attaque du marché à bétail de Namoungou par des HANI a causé la mort de 21 personnes lors que ces HANI ont subitement ouvert le feu sur les marchands.	Vingt-une (21) personnes ont perdu la vie lors de ces incidents entrainant le déplacement de 10 ménages venant de Budangou-Namoungou pour les zones d'accueil du secteur 1-2-11 de Fada.	Plaidoyer après des autorités pour la sécurisation des localités
9.	Tapoa/Kantchari	Enlèvement : Des HANI ont enlevé cinq personnes dont un le directeur de la brique de Diapaga, un directeur d'école primaire et trois autres hommes civiles tous dans un véhicule 4x4 sur l'axe Kantchari -Matiacoali à la date du 08/08/20	Cinq (05) personnes enlevées mais par la suite relâchées à la date du 10/08/2020	Plaidoyer après des autorités pour la sécurisation des localités
10.	Tapoa/Kantchari/Sambalgu	Destruction de bien public : Des HANI ont incendié l'école primaire de Sambalgu à Kantchari dans la nuit du 16 au 17/08/2020	Une école primaire brûlée mais aucune perte en vie humaine.	Plaidoyer après des autorités pour la sécurisation des localités
11.	Tapoa/Logobou/Mahadaga	Assassinat : Des HANI ont fait irruption dans la cour d'un commerçant et le tuèrent après avoir	Une (01) personne a perdu la vie lors de cet incident	Plaidoyer après des autorités pour la sécurisation de la

		retiré tout son argent à Mahadaga le 17/08/2020.		localité car la commune ne dispose ni un poste de police, ni de Gendarmerie.
--	--	--	--	--